



lundi 20 novembre 2017

Le « plan étudiant » de Macron ?

Aux p'tits boulots, les sans fac !

La réforme de Macron pour l'enseignement supérieur, le « plan étudiant », présenté le 30 octobre dernier, va être étudiée au parlement. « Pas de sélection, seulement une meilleure orientation pour plus de réussite » nous dit-on. Pourtant, la logique de cette loi c'est d'empêcher les enfants d'ouvriers de remplir les salles de classes pour qu'ils aillent plus rapidement là où on les veut... au boulot et mal payé !

Une crise créée de toutes pièces par les gouvernements successifs...

Macron avait donné le ton dès son arrivée au pouvoir : 331 millions de coupes budgétaires dans l'enseignement supérieur décidées en juillet. Les diverses attaques contre les budgets de l'enseignement au fil des ans, combinées au baby-boom des années 2000, ont abouti à un résultat prévisible : une rentrée des plus chaotiques.

Partout un manque de personnel dans l'éducation, amplifié par la suppression de dizaines de milliers de contrats aidés. Des classes surchargées à tous les niveaux, de l'école à la fac. Des collégiens dans l'attente pendant des semaines de leur affectation en lycée. Et 87 000 bacheliers qui, au terme de la procédure dite APB (la plateforme en ligne pour les inscriptions), n'avaient pas eu d'affectation.

Pour le gouvernement, ce problème s'est résolu de lui-même : une bonne partie des « sans-fac » ont renoncé à poursuivre des études pour des petits boulots. Pas de place pour tout le monde ? Le gouvernement précédent avait organisé un loto : la sélection par tirage au sort pour accéder à certaines formations universitaires.

...pour justifier des mesures d'urgence...

Le gouvernement dit maintenant vouloir en finir avec le hasard pour décider qui aura la possibilité de continuer ses études. Ce qui semblerait aller de soi... mais c'est pour mieux justifier la mise en place d'une sélection à l'entrée de la fac. Leur bac en poche, les lycéens devront encore prouver qu'ils ont le niveau pour prétendre à l'université. Sauf que les difficultés à poursuivre des études ne touchent pas tout le monde de la

même manière. Aujourd'hui déjà, ce sont d'abord les élèves des lycées technologiques et professionnels qui sont les plus défavorisés face à la sélection post-bac. Seule une minorité d'entre eux accèdent aux formations techniques supérieures sélectives (BTS et IUT) qui permettent d'espérer un peu mieux que le SMIC.

Jusqu'en 2022 ce seront 40 000 lycéens de plus chaque année qui chercheront à obtenir un diplôme. Avec les moyens restreints et la sélection généralisée, l'avenir que l'on offre aux jeunes de milieu populaire, c'est plutôt Deliveroo, MacDo ou Lidl, quand ce n'est pas le chômage.

... qui perpétuent la ségrégation sociale

Dans une ruche chacun a sa place, et la reine des abeilles y veille. La sélection se joue bien avant le passage dans le supérieur. Dès l'école primaire, les élèves des quartiers populaires ont statistiquement très peu de chances d'accéder à l'université. L'école de la « méritocratie républicaine » est à l'image de cette société qui réclame des travailleurs « bon marché ». Pas question pour le gouvernement de dégager de réels budgets pour que les enfants d'ouvriers accèdent aux formations et aux études supérieures. Ce dernier « plan étudiant » de Macron et auquel il va ajouter une réforme du bac allant dans le même sens, c'est la dernière réforme qui s'ajoute à un système éducatif qui est tout sauf égalitaire, et totalement au service du patronat.

Que le président des riches ne soit pas trop confiant avec toutes ses réformes qui vont dans le même sens, comme celles du code du travail ou de l'assurance chômage. Il pourrait bien tomber sur un os et réveiller la colère sociale.

Des intrus au briefing

La semaine dernière, nous avons eu droit à la présence d'Altedia directement invités dans les briefings. À la demande de qui ? Certainement pas des salariés, comme on a pu l'entendre. Se voir accueilli à l'usine, au saut du lit à 6h, ou à 13h, pour s'entendre dire qu'on ferait mieux d'aller voir ailleurs et de faire des CV tout de suite, il y a de quoi voir rouge.

Altedia, copilote de la décroissance ?

Le directeur envoie les mercenaires d'Altedia, la main sur le cœur, nous dire que nous devrions quitter notre CDI à l'usine, pour notre bien. Nous devrions anticiper... mais sur quoi ? A ce jour, nous n'avons aucune information sur l'avenir de l'usine. Nous avons le droit de savoir. Les interventions d'Altedia ont semé l'inquiétude parmi nous tous, il est temps d'aller chercher des réponses, mais auprès de la direction de l'usine.

Solidarité ouvrière face aux mensonges

Jeudi dernier, un rassemblement de près de 500 salariés de PSA Poissy, des autres usines PSA, et d'autres secteurs s'est tenu devant le tribunal correctionnel de Versailles. Ils étaient venus soutenir 9 militants CGT PSA Poissy traînés devant les tribunaux par la direction pour une séquestration imaginaire (ce serait la plus courte de l'histoire... 17 minutes !).

PSA cherche à salir les militants et les ouvriers qui ne baissent pas la tête et qui luttent.

Semaine de l'hypocrisie

La semaine dernière, PSA participait à la campagne européenne pour l'emploi des personnes handicapées. Une publicité à peu de frais. À l'intérieur des usines, PSA fabrique des salariés à restriction médicale pour ensuite s'en débarrasser.

Les militants CGT qui passaient au tribunal jeudi dernier ont défendu les droits d'un salarié en restriction médicale que ne voulait pas respecter la direction. C'est la vraie raison pour laquelle PSA les attaque en justice. Toute l'année, PSA souhaiterait que les salariés se taisent et souffrent en silence.

PSA contre tous, tous contre PSA !

Le PDG de PSA, Tavares a annoncé une réorganisation de la branche Opel-Vauxhall et donc de PSA aussi. Pour Opel-Vauxhall, le nombre de plateformes véhicules va passer de 9 à 2, le nombre de moteurs de 10 à 4. La presse estime qu'il va y avoir 6 000 emplois supprimés. Pour PSA il y aura un transfert et une rationalisation des activités de « recherche et développement ».

Travailleurs de PSA, Opel et Vauxhall, nous sommes tous maintenant dans la même galère. Il va

falloir être solidaire les uns des autres contre notre ennemi commun Tavares et la Famille Peugeot.

Paradise Papers : Criminel... mais « légal »

Les secrets de « l'optimisation » fiscale des multinationales et grandes fortunes révèlent 350 milliards d'euros par an qui échappent à la fiscalité des États : 120 milliards à l'Union européenne et 20 à la France (un quart du déficit public français et quatre fois le déficit de la Sécurité sociale). Selon un économiste américain « plus de 40 % des profits réalisés par les multinationales sont (...) dans les paradis fiscaux ».

Renault et PSA ont été épinglés pour avoir éludé respectivement 62 et 57 millions d'euros à Malte. Un business tout à fait légal, garanti par la loi, les États et des armées d'avocats. Le système est pourri, ceux qui en profitent et leurs larbins aussi.

Sous-traiter... jusqu'au travail des enfants

Renault et d'autres constructeurs (BMW, Daimler, Fiat-Chrysler, Tesla...) viennent de se faire épingler par Amnesty International pour se fournir en Cobalt dans des mines de République Démocratique du Congo où travaillent des enfants. Le Cobalt est nécessaire pour fabriquer les batteries en lithium des véhicules.

À force de sous-traiter pour diminuer les coûts et augmenter les profits, les constructeurs français sous-traitent aussi l'esclavage des enfants.

Mêmes patrons, mêmes luttes

10 000 salariés de l'usine Dacia de Mioveni en Roumanie sont descendus dans la rue pour manifester leur refus de payer la contribution à la sécurité sociale jusque là dévolue aux employeurs. Cette réforme représenterait une baisse de 35 % du salaire. L'occasion de manifester aussi contre le gouvernement.

Augmentation de la CSG, loi travail bis en France... : plus que jamais, notre camp c'est les travailleurs du monde entier contre les mêmes offensives sociales.

À vos agendas

Lors de la prochaine diffusion de l'*Étincelle*, mardi 5 décembre, une collecte sera organisée pour soutenir le bulletin. Si vous appréciez nos parutions, vous pourrez contribuer à nous aider à le financer. La dénonciation du capitalisme et de son système d'exploitation, à Saint-Ouen comme ailleurs, est notre priorité, tout comme le fait de défendre l'idée qu'une autre société est possible, organisée par les travailleurs eux-mêmes, en fonction des besoins de tous.

Ce bulletin est aussi le vôtre.